



Conseil National des 5 et 6 février 2022

Lutter et gagner la présidentielle

1. La COVID révèle la crise sociale et l'impact néfaste des politiques ultralibérales et accentue une crise démocratique profonde

La situation économique, sociale et politique est toujours surplombée par la pandémie. La crise sanitaire est le cocktail explosif, mélangeant la diffusion du virus avec la politique désastreuse du gouvernement Macron-Castex-Véran-Blanquer. Cette politique d'incurie est basée sur l'affaiblissement des moyens de l'hôpital public dû à une volonté de destruction totale du service public et à l'absence d'une vision et d'une politique globale de planification en matière de santé publique.

La politique gouvernementale est uniquement ciblée sur la vaccination et non sur l'ensemble des problématiques de santé et de confrontation des données scientifiques. Elle laisse à penser que le gouvernement agit sous la pression des intérêts de BigPharma.

L'entrée en vigueur du Passe Vaccinal est un cran supplémentaire franchi dans le contrôle numérique de la population, comme le disait le Monde Diplomatique il y a quelques mois, « Bienvenue en Chine Occidentale ». Si nous arrivons au pouvoir en avril prochain, nous abolirons sur le champ le passe sanitaire et le passe vaccinal.

Cette politique consacre la division sociale entre vacciné·e·s et non-vacciné·e·s, utilisant la politique du bouc émissaire pour faire diversion face à la pénurie organisée des services publics. Comme si ce n'était pas suffisant, Macron insulte les non-vacciné·e·s, les désigne comme non-citoyen·ne·s ce qui entraîne un déchaînement de violence et permet à certain·e·s d'envisager de ne pas soigner les non-vacciné·e·s. Cela est contraire au serment d'Hippocrate qui impose de soigner tout malade, quelles que soient sa condition, son origine et ses convictions. Bienvenue en Macronie !

On assiste à un renversement du principe républicain où Macron place désormais les devoirs avant les droits. Vous serez soigné·e·s si vous vous êtes comporté·e·s « correctement » et si vous n'avez pas créé les conditions de votre maladie.

Le scandale du marché des EPHAD et du soin apporté à nos aîné·e·s est révélé au grand jour. Il atteste que la politique lucrative de la santé est inhumaine. La marchandisation de la prise en charge de la dépendance doit cesser.

Le ministre de l'éducation nationale Jean-Michel Blanquer envoie un protocole sanitaire hallucinant et inapplicable depuis Ibiza à quelques heures de la rentrée scolaire de début janvier. Ce n'est pas le signe d'un souci de dialogue ni de respect envers les personnels.

Croulant sous les « protocoles girouettes », les évaluations, les tests, les pressions de la hiérarchie, les dégradations des conditions d'exercice, les personnels n'en peuvent plus, les parents et les enfants non plus.

La base sociale enseignante et les parents d'élèves se sont mobilisés pour exprimer leur colère dans l'Éducation Nationale avec une grève très suivie le 13 janvier, mais circonscrite aux conditions de travail. L'emploi est une préoccupation majeure, les bidouillages statistiques ne peuvent cacher la montée du chômage avec de nombreux plans de liquidation d'entreprises. La précarité caractérise les trop rares emplois créés.

La question des salaires mériterait de pouvoir enfin être exprimée de manière conséquente et large. La journée interprofessionnelle du 27 janvier a été, en ce sens, un jalon dans la remobilisation en cours.

La justice a été consciencieusement maltraitée. Les ministres Belloubet et Dupond-Moretti n'ont eu de cesse d'empiler des réformes qui n'ont eu qu'un seul but : éloigner le·la justiciable de la justice du quotidien. Les avocat·e·s l'ont souvent dénoncé et se sont régulièrement mobilisé·e·s contre ces réformes délétères. Les professions de la justice ont exprimé leurs conditions de travail impossibles dans une tribune publiée en novembre dernier. À ce jour, elle réunit plus de 60 % des magistrat·e·s. Le constat est le même que le nôtre : un manque cruel de moyens financiers et humains empêchant que la justice soit rendue correctement et dans des délais raisonnables.

L'indexation des prix de l'énergie sur celui des énergies fossiles pèse lourdement sur les ménages. Le gouvernement préfère faire payer les contribuables via les mesures imposées à EDF plutôt que de présenter l'addition aux géants de l'énergie. Blocage des prix, pôle public de l'énergie au service de la bifurcation écologique sont nos alternatives.

C'est donc dans ce contexte d'aggravation des conditions de vie, d'inflation montante, de recul des salaires et pensions en valeur absolue et de mépris, que certains secteurs se remobilisent. Une parole publique forte des grandes directions syndicales constituerait un appui à ces mobilisations pour créer les conditions d'une contestation globale de la politique du gouvernement.

Le Parti de Gauche intervient dans cette situation et ces différents mouvements en soutenant les revendications et en apportant des réponses programmatiques, augmentation du SMIC, des minimas sociaux, instaurer l'égalité salariale et une garantie autonomie jeunes.

2. Instabilité et tensions internationales

Les États-Unis, y compris version Biden, mènent toujours une politique visant à retrouver leur domination alors que l'Empire est fragilisé sur le plan économique et géopolitique.

Une stratégie multiforme de tension et de provocation est mise en place dans différents endroits du Globe pour entretenir une machine de guerre et donner du « grain à moudre » aux immenses intérêts du complexe militaro-industriel nord-américain.

Cette stratégie appuyée par des relais politiques et médiatiques de toutes sortes vise à désigner les adversaires et les discréditer sur le terrain du Bien et de la Morale (Mer de Chine, Zone Pacifique, Ukraine) sur fond de guerre économique et de leadership entre grandes puissances.

Concernant l'Ukraine, un conditionnement massif et anxiogène a alerté sur une « invasion immédiate » du pays et la nécessité d'un bloc occidental antirusse. L'enjeu réel est le rapport de force datant de 30 ans qui a vu l'extension dans sept pays frontaliers de la Russie sur une diagonale de 5 000 km du nord de la Finlande à la Géorgie et des déploiements militaires nouveaux à la suite de la fin du traité sur les armes de portée intermédiaire. L'action du président Macron relève d'une gesticulation électoraliste qui se conclue en pratique par un alignement total sur les États-Unis. Ces événements mettent en lumière la nécessité d'une sortie de l'OTAN et du non-alignement.

C'est dans ce contexte que Macron fait de la présidence de l'Union européenne par la France un gadget de sa campagne électorale. Atlantiste, il joue un jeu dangereux au service de l'OTAN.

La série de coups d'état militaires en Guinée, au Mali et au Burkina Faso, révèle l'échec total de la politique africaine de la France, entièrement tournée vers le soutien aux dictateurs locaux et aux grandes entreprises françaises qui participent à l'exploitation des ressources minières et agricoles et à la maîtrise des infrastructures.

C'est le signe de l'échec d'un aventurisme militaire sans projet politique alors que nous réclamons un débat parlementaire et la fin de ces opérations depuis des années.

Le Mali appartient aux Maliens. Par expérience, nous sommes réticents aux coups d'état mais nous remarquons que les putschistes étaient fréquentables hier pour le gouvernement français, et ne le sont plus aujourd'hui. Les autorités maliennes traduisent et stimulent le sentiment grandissant de rejet de la population à l'égard de la politique française. Le renvoi de l'ambassadeur français s'inscrit dans ce contexte tendu.

Nous sommes contre toute sanction qui aggraverait la situation pour la population malienne et l'arrêt des sanctions actuellement imposées par le CEDEAO et l'UMOA.

Il s'agit, au contraire, de négocier un calendrier de sortie de l'opération Barkane dans les meilleures conditions et d'enfin enclencher un partenariat solidaire pour le développement et la consolidation du Mali.

C'est à ces conditions que le Mali pourra retrouver une souveraineté politique, économique et financière pour s'extraire des influences diverses et de la pression djihadiste qui imprime son influence sur la bande sahélienne.

Une éclaircie dans ce ciel sombre est l'éclatante victoire de Gabriel Boric au Chili face au candidat fasciste Katz, 48 ans après le renversement dans le sang de Salvador Allende et de l'Unité Populaire.

Cette volonté de changement politique est le fruit de plusieurs années avec les puissants mouvements étudiants et féministes, les luttes contre l'austérité et pour l'accès à l'eau. L'Estallido Social (soulèvement social), le processus constituant en cours et l'élection de Gabriel Boric confirment ce point d'inflexion en faveur des forces populaires.

Le Parti de Gauche suit attentivement le processus en cours. Deux délégations étaient présentes en novembre et décembre 2021 pour les deux tours des élections présidentielles au Chili, rencontrant les principaux·ales protagonistes du changement en cours. Nos Thèses sur l'Écosocialisme traduites en espagnol y ont reçu un très bon écho.

3. Nos tâches : faire gagner notre candidat et notre programme pour ouvrir une nouvelle perspective politique

Le paysage des forces politiques de l'élection présidentielle est maintenant en place.

Christiane Taubira dispute le leadership de la social-démocratie à Anne Hidalgo et Yannick Jadot. Elle s'est fait légitimer dans le cadre de la « Primaire Populaire » qui s'est révélée être une véritable escroquerie politique devant départager des candidat·e·s dont certain·e·s ne l'étaient pas comme Jean-Luc Mélenchon. Il est maintenant avéré qu'il s'agissait d'une entreprise brutale et antidémocratique qui visait à empêcher les autres candidat·e·s de se présenter (voir vidéo de Samuel Grzybowski, animateur de la Primaire Populaire) et qui n'avait d'autre objectif d'adouber Christiane Taubira. Pour nous l'essentiel est ailleurs, dans la rupture avec le système dominant.

La bataille pour l'occupation du centre-gauche, c'est-à-dire la solution de « gôche » pour le Capital, atteste déjà de l'effondrement de la social-démocratie au plan national, confirmant le pronostic que nous avons fait en créant le Parti de Gauche en novembre 2008. Nous ne voulons pas panser les plaies du capitalisme. Nous ambitionnons de dépasser le productivisme prédateur, destructeur et inhumain. Pour que soit rendue possible la bifurcation écologique vitale pour le maintien de notre écosystème : nous n'avons aucune planète de rechange. La « règle verte » doit se substituer à la « règle d'or », c'est tout le sens de notre combat pour qu'advienne l'écosocialisme !

La droite et l'extrême droite ont leurs candidat·e·s qui pratiquent la surenchère pour savoir qui va être le·la plus raciste et le·la plus inégalitaire. Le haut niveau d'intentions de vote pour les candidat·e·s d'extrême droite atteste toujours que la course de vitesse est engagée avec le camp réactionnaire radicalisé par la crise de domination du capital. Une course entre deux solutions : l'une brutale, ethniciste et inégalitaire et la

nôtre, basée sur l'égalité, l'universalisme et l'articulation entre la question sociale et écologique par la souveraineté populaire.

Dans ce contexte de décomposition-recomposition, la candidature de Jean-Luc Mélenchon, le programme de l'AEC et la stratégie de l'Union Populaire sont les seuls points d'appui pour résister, construire une cohérence et gagner l'élection présidentielle.

La dynamique grandissante des meetings traduit l'intérêt et l'adhésion que nous rencontrons dans notre militantisme quotidien dans les porte-à-portes, les diffusions, les discussions diverses.

Le programme est pertinent sur les questions quotidiennes comme sur les nouveaux défis de notre Humanité et de notre planète. Il commence à convaincre des secteurs de plus en plus larges de la population.

De ce fait, Emmanuel Macron ne doit pas se défilier en tentant de profiter le plus longtemps possible de son statut de président et en souhaitant esquiver un débat de premier tour. Ce débat doit avoir lieu ! C'est un impératif démocratique et nous y veillerons.

Le peuple est toujours le grand absent de la scène politique et l'oligarchie met en place toute une série de politiques et de faux-semblants pour le pulvériser politiquement.

Alors que tout est fait pour détourner le peuple des véritables enjeux sociaux, écologiques et démocratiques, Jean-Luc Mélenchon est le seul candidat à porter l'exigence d'une 6^e République et d'une Assemblée Constituante. La souveraineté populaire est pourtant au cœur de la crise de légitimité politique.

Le principal enjeu est de convaincre le peuple, de lever les doutes, et mobiliser partout pour renverser la table avec, entre autres, la révocation des élus, le RIC et la reconnaissance du vote blanc.

Suivant la stratégie de notre dernier congrès de mars 2021, le Parti de Gauche se redéploie comme parti d'action et prend toute sa part dans la situation. Notre présence dans les luttes et manifestations est épaulée par une présence militante renouvelée, du matériel politique approprié (tracts et autocollants « À l'école, purifions l'air, dégageons Blanquer », tracts pour l'augmentation des salaires et des pensions pour la lutte interprofessionnelle du 27 janvier).

Cette action se prolonge au sein du parlement de l'Union Populaire dont nos deux co-coordonateur·trice·s et de nombreux·euses adhérent·e·s sont membres. Nouvelle étape dans notre stratégie de prise du pouvoir, nous y contribuons pleinement en perpétuant avec constance notre rôle de parti creuset.

Une de nos contributions dans la campagne est l'élaboration et la diffusion du nouveau numéro de l'Intérêt Général consacré à la 6^e République et à la Constituante.

Avec de nombreux·euses rédacteur·trice·s parmi lequel·le·s Jean-Luc Mélenchon, Raquel Garrido, Bruno Gaccio, des historien·ne·s et responsables de notre mouvement.

L'organisation de diffusions de la Revue et de débats sur le changement indispensable de règle du jeu et de République est bien à l'ordre du jour ainsi que la redéfinition des principes fondamentaux avec la Constituante.

Partout, nous devons la diffuser et nous en servir comme colonne vertébrale de notre intervention programmatique, aux côtés des Thèses sur l'Écosocialisme.

Ce sont à la fois des outils de formation et de conviction ainsi que des réponses alternatives. À partir de tous ces éléments, nous pouvons polariser politiquement la campagne autour de notre programme et gagner la présidentielle dès lors que le peuple s'en saisira et participera massivement aux scrutins présidentiel et législatif.